

Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté **subsidiées**  
par la Commission communautaire française

**Convention Collective de Travail du 10 octobre 2006 relative à la création d'un fonds de sécurité d'existence dénommé " Fonds de sécurité d'existence pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française "**

**A. INSTITUTION**

**Article 1<sup>er</sup>**

Par la présente convention collective de travail et en application de la loi du 07 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence, la sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française institue un fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds de sécurité d'existence pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française" dont les statuts sont fixés ci-après.

**Article 2**

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs des entreprises de travail adapté ressortissant à la sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française et aux travailleurs qu'elles occupent.

Par "travailleurs", on entend le personnel ouvrier et employé, masculin et féminin.

Par "sous-commission paritaire", on entend la sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française.

**Article 3**

La présente convention collective de travail produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2006 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par chacune des parties avant le 30 juin de chaque année, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante.

La dénonciation doit être notifiée par lettre recommandée adressée au président de la sous-commission paritaire.

**B. STATUTS**

**Chapitre I<sup>er</sup> - Dénomination et siège social**

**Article 4**

Au 1<sup>er</sup> janvier 2006, il est institué un fonds de sécurité d'existence, dénommé "Fonds de sécurité d'existence pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française". Le Fonds établit son siège social quai du Commerce 48, à 1000 Bruxelles. Ce siège peut être transféré ailleurs par décision unanime du conseil d'administration prévu à l'article 11.

## **Chapitre II - Objet**

### **Article 5**

Le Fonds régi par la présente convention a pour objet la redistribution des moyens financiers dont il dispose aux fins de financer, octroyer et liquider les avantages sociaux suivants, au bénéfice des travailleurs visés à l'article 2 :

1. prépension ;
2. formation technique et professionnelle ;
3. formation psychosociale ;
4. formation syndicale ;
5. prime syndicale.

En outre, le Fonds pourra octroyer tous autres avantages sociaux à convenir.

## **Chapitre III - Financement**

### **Article 6**

Les moyens du Fonds se composent :

#### **A. directement**

1. d'un pourcentage des cotisations versées trimestriellement à l'Office National de Sécurité Sociale par les entreprises de travail adapté ;
2. du produit éventuel d'intérêts résultant de ces ressources capitalisées ;

#### **B. indirectement**

1. d'une intervention trimestrielle liquidée par le Service Bruxellois Francophone des Personnes Handicapées aux entreprises de travail adapté agréées, telle que définie à l'article 40 de l'arrêté 99/262/B du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'agrément, aux interventions et aux subventions accordées aux entreprises de travail adapté agréées, tel que modifié par l'arrêté du 6 février 2002.

### **Article 7**

Les cotisations sont perçues et recouvrées par l'Office National de Sécurité Sociale en application de l'article 7 de la loi du 07 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence.

### **Article 8**

Les frais d'administration du Fonds sont fixés annuellement par le conseil d'administration paritaire prévu à l'article 11.

Ces frais sont couverts en premier lieu :

1. par les ressources visées à l'article 6 ;
2. par les intérêts produits par ces ressources et, éventuellement, à titre supplémentaire, par une retenue sur les ressources prévues, dont le montant est fixé par le conseil d'administration précité.

## **Chapitre IV - Bénéficiaires, octroi et liquidation des avantages**

### **Article 9**

Les travailleurs des entreprises visées à l'article 2 ont droit aux avantages sociaux dont le montant, la nature et les conditions d'octroi sont fixés par convention collective de travail, conclue au sein de la sous-commission paritaire.

### **Article 10**

La liquidation des avantages ne peut en aucun cas être subordonnée au versement des cotisations dues par l'employeur.

## **Chapitre V - Gestion**

### **Article 11**

Le Fonds est géré par un conseil d'administration paritaire composé de quatre membres effectifs, ainsi que par un représentant du Service Bruxellois Francophone des Personnes Handicapées ayant voix consultative et disposant d'un droit de veto.

Ces membres sont désignés par la sous-commission paritaire, pour la moitié sur présentation des organisations représentatives des employeurs et pour l'autre moitié sur présentation des organisations représentatives des travailleurs.

Les membres du comité gestion sont désignés pour une période qui est fixée par la sous-commission paritaire.

Le mandat de membre du conseil d'administration prend fin en cas de démission ou de décès, lorsque la durée dudit mandat est expirée, lorsque l'organisation qui a présenté le membre demande son remplacement ou lorsque l'intéressé cesse d'appartenir à l'organisation qui l'a présenté.

Le nouveau membre achève, le cas échéant, le mandat de son prédécesseur.

Les mandats des membres du conseil d'administration sont renouvelables.

### **Article 12**

Les membres du conseil d'administration ne contractent aucune obligation personnelle en ce qui concerne les engagements pris par le Fonds. Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat de gestion qu'ils ont reçu.

### **Article 13**

Le conseil d'administration choisit un président et un vice-président parmi ses membres, issus respectivement et alternativement de la délégation des employeurs et de la délégation des travailleurs. Chaque organisation représentative dispose d'un mandat soit de président, soit de vice-président.

Le conseil d'administration désigne également la (les) personne(s) chargée(s) du secrétariat.

### **Article 14**

Le conseil d'administration dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration du Fonds, dans les limites fixées par la loi et par les présents statuts.

Sauf décision contraire du conseil d'administration, celui-ci intervient en tous ses actes et agit en droit par l'intermédiaire du président et du vice-président agissant conjointement, chacun étant remplacé, le cas échéant par un gestionnaire délégué, désigné à cet effet par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration a notamment pour missions :

1. de procéder à l'embauche et au licenciement éventuels du personnel du Fonds ;
2. d'exercer un contrôle et de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution des présents statuts ;
3. de déterminer les frais d'administration, de même que la qualité des recettes annuelles couvrant ces frais ;
4. de transmettre chaque année, en mars un rapport écrit sur l'exécution de sa mission à la sous-commission paritaire.

#### **Article 15**

Le conseil d'administration se réunit au moins une fois par semestre au siège du Fonds, soit sur convocation du président agissant d'office, soit à la demande de la moitié au moins des membres du conseil d'administration, soit à la demande d'une des organisations représentées.

Les convocations doivent mentionner l'ordre du jour. Les procès-verbaux sont rédigés par le secrétaire désigné par le conseil d'administration et signés par celui qui a présidé la réunion. Les extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président et le vice-président.

Le conseil d'administration peut inviter des experts et/ou techniciens.

#### **Article 16**

Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins, tant des membres de la délégation des travailleurs que des membres de la délégation des employeurs, est présente.

### **Chapitre VI - Répartition de l'affectation des ressources**

#### **Article 17**

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2006, après déduction des frais de gestion, l'affectation des ressources du Fonds est répartie de la manière suivante :

- Formation : 26%
- Préension : 48%
- Prime syndicale : 26%

En matière de formation, le montant disponible est réparti en trois tiers égaux. Le premier est destiné à financer la formation technique et professionnelle, le deuxième à financer la formation psycho-sociale et le troisième à financer la formation syndicale.

Le conseil d'administration du Fonds est tenu de veiller à la bonne gestion du fonds de sécurité d'existence, notamment en prenant toute mesure nécessaire afin d'assumer la continuité des paiements de prépensions.

Le conseil d'administration se réunit chaque année afin de réaliser une estimation du nombre des futurs prépensionnables et prépensionnés.

## **Chapitre VII - Contrôle - Bilan et comptes**

### **Article 18**

Chaque année, les bilan et comptes annuels de l'exercice écoulé sont clôturés au 31 décembre. Ils sont révisés et approuvés par le conseil d'administration pour le 30 juin de l'année suivante.

### **Article 19**

Conformément à l'article 12 de la loi du 07 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, la sous-commission paritaire désigne un réviseur ou expert-comptable en vue du contrôle de la gestion du fonds.

Celui-ci doit, au moins une fois par an, faire rapport à la sous-commission paritaire.

De plus, il informe régulièrement le conseil d'administration du Fonds des résultats de ses investigations et fait les recommandations qu'il juge utiles.

## **Chapitre VIII - Dissolution et liquidation**

### **Article 20**

Le Fonds est institué pour une période indéterminée. Il est dissout par la sous-commission paritaire, moyennant un préavis de six mois, notifié par lettre recommandée au président de la sous-commission paritaire. La sous-commission paritaire précitée décide de la destination des biens et des valeurs du Fonds, après le paiement du passif.

Cette destination doit être en concordance avec l'objectif en vue duquel le Fonds a été institué.

### **Article 21**

La sous-commission paritaire désigne les liquidateurs parmi les membres du conseil d'administration.

2

Paritair Subcomité voor de beschutte **werkplaatsen** gesubsidieerd door de Franse  
Gemeenschapscommissie

**Collectieve arbeidsovereenkomst van 10 oktober 2006 tot oprichting van een fonds voor  
bestaanszekerheid, genaamd "Fonds voor bestaanszekerheid voor de beschutte werkplaatsen  
gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie"**

**A. OPRICHTING**

**Artikel 1**

Door deze collectieve arbeidsovereenkomst en bij toepassing van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid richt het paritair subcomité voor de beschutte werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie een fonds voor bestaanszekerheid op, genaamd "Fonds voor bestaanszekerheid voor de beschutte werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie", waarvan de statuten hierna worden bepaald.

**Artikel 2**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers van de beschutte werkplaatsen die ressorteren onder het paritair subcomité voor de beschutte werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie en op de werknemers die zij tewerkstellen.

Onder "werknemers" wordt verstaan, het mannelijk en vrouwelijk arbeiders- en bediendepersoneel.

Onder "paritair subcomité" wordt verstaan, het paritair subcomité voor de beschutte werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie.

**Artikel 3**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt van kracht op 1 januari 2006 en wordt gesloten voor onbepaalde duur. Zij kan door elk van de partijen worden opgezegd vóór 30 juni van elk jaar, met effect op 1 januari van het volgende jaar.

De opzegging moet betekend worden per aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het paritair subcomité.

**B. STATUTEN**

**Hoofdstuk I - Benaming en maatschappelijke zetel**

**Artikel 4**

Op 1 januari 2006 wordt een fonds voor bestaanszekerheid opgericht, genaamd "Fonds voor bestaanszekerheid voor de beschutte werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie". De maatschappelijke zetel van het Fonds is gevestigd Handelskaai 48 te 1000 Brussel. Deze zetel kan elders verplaatst worden bij eenparige beslissing van de raad van beheer, bepaald in artikel 11.

**Hoofdstuk II - Doel**

**Artikel 5**

Het Fonds opgericht door deze overeenkomst heeft tot doel de herverdeling van de financiële middelen waarover het beschikt om de volgende sociale voordelen, ten gunste van de werknemers bedoeld in artikel 2, te financieren, toe te kennen en te verdelen:

1. brugpensioen;

2. technische en beroepsopleiding;
3. psycho-sociale vorming;
4. vakbondsopleiding;
5. vakbondspremie.

Bovendien zal het Fonds alle andere toe te kennen voordelen kunnen toekennen.

### **Hoofdstuk III - Financiering**

#### **Artikel 6**

De middelen van het Fonds zijn samengesteld:

##### **A. rechtstreeks**

1. uit een percentage van de bijdragen die door de beschutte werkplaatsen per kwartaal worden gestort aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid;
2. uit de eventuele som van interesten die voortkomen uit deze gekapitaliseerde middelen;

##### **B. onrechtstreeks**

1. een trimestriële tegemoetkoming toegekend door de "Service Bruxellois Francophone des Personnes Handicapées" aan de erkende beschutte werkplaatsen, zoals bepaald in artikel 40 van het besluit 99/262/B van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de goedkeuring van de tegemoetkomingen en de subsidies toegekend aan de erkende beschutte werkplaatsen, zoals gewijzigd door het besluit van 6 februari 2002.

#### **Artikel 7**

De bijdragen worden geïnd door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, bij toepassing van artikel 7 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid.

#### **Artikel 8**

De beheerskosten van het Fonds worden jaarlijks bepaald door de paritaire raad van beheer, bedoeld in artikel 11.

Deze kosten worden in de eerste plaats gedekt:

1. door de middelen bedoeld in artikel 6;
2. door de interesten van deze middelen en, eventueel, bijkomend, door een inhouding op de vastgelegde middelen, waarvan het bedrag wordt vastgesteld door voornoemde raad van beheer.

### **Hoofdstuk IV - Rechthebbenden, toekenning en betaling van de voordelen**

#### **Artikel 9**

De werknemers van de ondernemingen bedoeld in artikel 2 hebben recht op de sociale voordelen, waarvan het bedrag, de aard en de toekenningsvoorwaarden worden bepaald bij collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in het paritair subcomité.

#### **Artikel 10**

De betaling van de voordelen mag in geen geval ondergeschikt zijn aan de storting van de bijdragen die door de werkgever verschuldigd zijn.

### **Hoofdstuk V - Beheer**

#### **Artikel 11**

Het Fonds wordt beheerd door een paritaire raad van beheer, samengesteld uit vier effectieve leden en uit een vertegenwoordiger van de "Service Bruxellois Francophone des Personnes Handicapées" die een raadgevende stem en een vetorecht heeft.

Deze leden worden aangeduid door het paritair subcomité, voor de helft op voordracht van de representatieve werkgeverorganisaties en voor de andere helft op voordracht van de representatieve werknemersorganisaties.

De leden van het beheerscomité worden aangeduid voor een periode die wordt vastgelegd door het paritair subcomité.

Het mandaat als lid van de raad van beheer neemt een einde in geval van ontslag of overlijden, als de duur van dit mandaat is afgelopen, als de organisatie die het lid heeft voorgedragen om zijn vervanging vraagt of als de betrokkene geen lid mee is van de organisaties die hem heeft voorgedragen.

Het nieuwe lid voltooit, in voorkomend geval, het mandaat van zijn voorganger.

De mandaten van de leden van de raad van beheer zijn vernieuwbaar.

**Artikel 12**

De leden van de raad van beheer gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan in verband met de verbintenissen die door het Fonds werden aangegaan. Hun verantwoordelijkheid beperkt zich tot de uitvoering van het beheersmandaat dat zij hebben ontvangen.

**Artikel 13**

De raad van beheer kiest een voorzitter en een ondervoorzitter onder zijn leden, beurtelings uit de werknemersafvaardiging en uit de werkgeversafvaardiging. Elke representatieve organisatie beschikt over een mandaat, ofwel van voorzitter, ofwel van ondervoorzitter.

De raad van beheer duidt eveneens de perso(o)n(en) aan die belast is (zijn) met het secretariaat.

**Article 14**

De raad van beheer beschikt over de meest uitgebreide bevoegdheden voor het beheer en de administratie van het Fonds, binnen de grenzen gesteld door de wet en door deze statuten.

Tenzij andersluidende beslissing van de raad van beheer, treedt die in al zijn handelingen op en handelt hij in rechte via de voorzitter en de ondervoorzitter gezamenlijk, elk desgevallend vervangen door een lid van de raad daartoe door de raad van beheer aangesteld.

De raad van beheer heeft onder meer als opdrachten:

1. Over te gaan tot de eventuele aanwerving en ontslag van het personeel van het Fonds;
2. Controle uit te oefenen en alle nodige maatregelen te nemen voor de uitvoering van deze statuten;
3. De beheerskosten vast te stellen, evenals de hoedanigheid van de jaarlijkse inkomsten die deze kosten dekken;
4. In de maand maart van elk jaar een schriftelijk verslag te bezorgen over de uitvoering van zijn taak aan het paritair subcomité;

**Artikel 15**

De raad van beheer vergadert ten minste een maal per semester ten zetel van het Fonds, ofwel op uitnodiging van de voorzitter, ambtshalve handelend, ofwel op vraag van ten minste de helft van zijn leden, ofwel op vraag van een van de vertegenwoordigde organisaties.

De uitnodigingen moeten de agenda vermelden. De notulen worden opgesteld door de secretaris aangeduid door de raad van beheer en ondertekend worden door diegene die de vergadering heeft voorgezeten. De uittreksels uit deze notulen worden ondertekend door de voorzitter en de ondervoorzitter.



Het beheerscomité kan experts en/of technici uitnodigen.

#### **Artikel 16**

De raad van beheer kan slechts geldig vergaderen en beslissen als ten minste de helft van zowel de leden van de werknemersafvaardiging als van de werkgeversafvaardiging aanwezig is.

### **Hoofdstuk VI - Verdeling van de aanwending van de middelen**

#### **Artikel 17**

Vanaf 1 januari 2006, na vermindering van de beheerskosten, wordt de aanwending van de middelen van het Fonds als volgt verdeeld:

- > Vorming: 26%
- > Brugpensioen: 48%
- > Vakbondspremie: 26%

Wat vorming betreft wordt het beschikbare bedrag in drie gelijke derden verdeeld. Het eerste is bestemd voor de financiering van de technische en beroepsopleiding, het tweede voor de financiering van de psycho-sociale vorming en het derde voor de financiering van de vakbondsopleiding.

De raad van beheer van het Fonds moet toezien op het goede beheer van het fonds voor bestaanszekerheid, meer bepaald door elke maatregel te nemen die nodig is om de voortzetting van de betaling van de brugpensioenen te waarborgen.

De raad van beheer komt elk jaar samen om een schatting te maken van het aantal toekomstige bruggepensioneerden en bruggepensioneerden.

### **Hoofdstuk VII - Controle - Balans en rekeningen**

#### **Artikel 18**

De balans en de jaarrekeningen van het afgelopen boekjaar worden jaarlijks afgesloten op 31 december.

Zij worden gereviseerd en goedgekeurd door de raad van beheer vóór 30 juni van het volgend jaar.

#### **Artikel 19**

Overeenkomstig artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, duidt het paritair subcomité een revisor of accountant aan voor de controle van het beheer van het fonds.

Die moet, minstens een maal per jaar, verslag uitbrengen aan het paritair subcomité.

Meer nog, hij deelt de raad van beheer van het Fonds regelmatig de resultaten mee van zijn onderzoeken en doet de aanbevelingen die hij nodig acht.

### **Hoofdstuk VIII - Ontbinding en vereffening**

#### **Artikel 20**

Het Fonds wordt opgericht voor onbepaalde duur. Het wordt ontbonden door het paritair subcomité, mits een opzeggingstermijn van zes maanden wordt nageleefd, betekend bij een aangetekende brief aan de voorzitter van het paritair subcomité. Voornoemd paritair subcomité beslist over de bestemming van de goederen en waarden van het Fonds, na de betaling van de passiva.

Deze bestemming moet in overeenstemming zijn met het doel waarmee het Fonds werd opgericht.

**Artikel 21**

Het paritair subcomité duidt de vereffenaars aan onder de leden van de raad van beheer.